

# UN MONDE EN DÉVELOPPEMENT

*La chronique d'Yves Berthelot \**

## **VOULOIR ÉRADIQUER LA FAIM DANS LE MONDE**

En 1990-1992, 850 millions d'hommes, femmes et enfants souffraient de la faim de façon chronique. En 2006, ce chiffre n'a pas baissé, malgré l'engagement pris au Sommet mondial de l'alimentation, en 1996, de réduire de moitié pour 2015 le nombre des personnes sous-alimentées (1). Cet objectif, repris par le Sommet du Millénaire, ne sera pas respecté. Et au-delà ? En 2050, la population du monde comptera 9 milliards d'individus et la question se pose de savoir si, à cet horizon, « le droit fondamental qu'a toute personne d'être à l'abri de la faim » (2) sera partout réalisé et respecté. Cela est possible à des conditions que cette chronique va tenter d'explorer.

### Le constat

La répartition géographique de ceux qui ont faim, leur identité, leur part dans la population totale indiquent où chercher les causes de la faim et où faire porter l'effort.

Évalué à 900 millions en 1970, le nombre des personnes sous-alimentées a progressivement décru jusqu'à 800 millions en 1995 pour remonter à 850 en 2003. Ces chiffres masquent de fortes disparités entre régions, en niveau comme en tendance. Les grands effectifs se trouvent en Asie, 524 millions aujourd'hui, en diminution de 46 millions depuis 1990, et en Afrique au sud du Sahara, 206 millions, en augmentation de 37 millions sur la même période. En Amérique latine, les progrès sont lents ; la situation se détériore très rapidement en Afrique du Nord et au Proche-Orient où l'effectif des personnes sous-alimentées passe de 25 à 38 millions sur la période.

Ces inégalités entre régions se retrouvent dans le pourcentage de personnes sous-alimentées dans la population totale. Celui-ci varie de 9 % en Afrique du Nord à 32 % en Afrique subsaharienne, il est de 16 % en Asie, 11 % en Amérique Latine. De 1970 à 2000, ce pourcentage a partout baissé, même en Afrique, passant de 34 à 17 % pour l'ensemble des pays en développement. Cela signifie que la production alimentaire a crû plus vite que la population mondiale, alors même que cette dernière doublait. Selon la FAO, la disponibilité alimentaire est aujourd'hui en moyenne de 2 600 calories par personne et par jour, ce qui permettrait théoriquement de répondre largement aux besoins calorifiques. La cause de la faim n'est donc pas à rechercher dans l'insuffisance de la production.

Qui sont ceux qui souffrent de la faim ? De façon *a priori* surprenante, les trois quarts d'entre eux vivent en milieu rural : paysans pauvres, ouvriers agricoles sous-payés, paysans privés d'accès à la terre. Les autres sont des ruraux chassés par la faim et récemment arrivés en ville, où beaucoup peuvent améliorer leur situation en peu d'années, profitant des nombreuses occasions qu'offrent les villes de trouver un emploi ou des activités plus rémunératrices qu'en milieu rural. « Dans presque tous les pays, le revenu moyen des agriculteurs

---

\* *Président de Développement et Civilisations, ancien Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU), bertheloty@wanadoo.fr*

---

(1) FAO, *Revue à mi-parcours de la réalisation des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation*, CFS :2006/3, Rome, août 2006.

(2) Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, 1966.



est très inférieur à celui des citadins, et même inférieur à celui des salariés non qualifiés » (3). Les villes absorbent donc l'exode rural pour autant qu'il soit relativement régulier. Avec 45 % de la population mondiale vivant encore en milieu rural, une accélération brutale de cet exode aurait des conséquences imprévisibles. Il est donc essentiel que la population rurale puisse vivre de ses activités.

## Les causes

Pourquoi la faim sévit-elle principalement dans le monde rural ? Les causes en sont aussi bien nationales qu'internationales.

Pouvoir produire est la première condition pour que les petits paysans ne souffrent plus de la faim. L'accès à la terre et à l'eau, l'accès au crédit (4) et les services aux paysans (5) sont essentiels et relèvent des politiques nationales. Cela a un coût. Or, dans la plupart des pays en développement, les budgets de l'agriculture stagnent ou régressent. Il en va de même de l'aide internationale à l'agriculture, bilatérale ou multilatérale. Par contre, on voit se développer, là où cela est possible, de grandes exploitations agricoles, détenues par des sociétés nationales ou étrangères, qui accaparent les terres et l'eau et dont les productions sont destinées à l'industrie ou l'exportation. Ces évolutions sont-elles la marque d'un désintérêt des gouvernements pour les petits paysans ou est-ce la nécessité de trouver le moyen d'acquérir des devises et de faire face aux charges de la dette ? Au Brésil, pour le président Lula, la contrainte extérieure et les ambitions pour le futur ont été plus fortes que la reconnaissance due aux paysans qui l'avaient fait élire. Ces évolutions sont grosses de révoltes paysannes. Signe des tensions qui montent, les conflits liés à l'utilisation de l'eau se multiplient et la réforme agraire, un thème qui était porté par les gouvernements dans les années 1960, est maintenant une revendication des associations de paysans pauvres.

Commercialiser à un prix rémunérateur est la seconde condition. Sur ce point, la situation se dégrade et les causes en sont principalement internationales. Traditionnellement, les petits paysans conservent une partie de leur récolte pour nourrir leur famille et pour ensemercer. Ils commercialisent le reste afin de gagner l'argent nécessaire pour acheter la nourriture complémentaire, payer les dettes et les impôts, assurer soins, vêtements et logement à la famille et éducation aux enfants. Jusqu'au début des années 1980, en vendant 20 % de leur récolte, ils pouvaient faire face à leurs dépenses. Aujourd'hui, ils doivent en vendre le double soit 40 % (6), non pas tant parce que leurs charges ont augmenté, que parce que les prix de ceux de leurs produits qui sont soumis à la concurrence internationale ont baissé. Sur le marché de Bamako, le litre de lait produit par les éleveurs nationaux revient à 350 FCFA, le lait reconstitué à partir de poudre importée d'Europe revient à 250 FCFA. Le lait européen est même moins cher que le lait local à Oulan-Bator ! Les morceaux de poulet congelés en France ou au Brésil sont moins chers sur les marchés de Douala et Yaoundé que les poulets locaux (7).

Cette situation paradoxale a deux causes. Tout d'abord, les prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux sont extrêmement bas, soit parce que ce sont des prix de surplus sans signification économique, soit parce qu'ils sont déterminés par les coûts de production des pays les plus compétitifs, comme la Nouvelle-

(3) Marcel Mazoyer « Développement agricole inégal et sous-alimentation paysanne » in **M. Mazoyer** et **L. Roudart** *Fracture agricole & alimentaire mondiale*, Universalis, Paris, 2005, p. 18.

(4) Pour se procurer semences, engrais, pesticides et petit outillage.

(5) Pour améliorer les techniques de production et mieux commercialiser leurs produits.

(6) Les montants de 20 et 40 % ne sont pas des moyennes mais des illustrations.

(7) Cf. les campagnes « L'Europe plume l'Afrique » et « L'Europe est vache avec l'Afrique » lancées à l'occasion des journées AlimenTerre du Comité français de solidarité internationale (CFSI).

Zélande pour le lait, et le Brésil pour le poulet. Les subventions directes ou indirectes permettent aux producteurs de l'Union européenne et des États-Unis de s'aligner sur ces prix. En second lieu, les pays en développement, importateurs, hésitent à protéger leurs agriculteurs par des droits de douane pour deux raisons principales. Premièrement, ils apprécient que les populations urbaines, *a priori* plus turbulentes, puissent se nourrir à bas prix et, deuxièmement, les accords de l'OMC les obligent à réduire les droits à l'entrée. Les Pays les moins avancés (PMA) eux-mêmes n'utilisent pas la possibilité qui leur est offerte de prendre des mesures de protection, en cas de grave menace pour les producteurs nationaux, par peur des conséquences que cela pourrait avoir sur leurs exportations agricoles ou l'obtention d'aides ou de prêts.

Le constat fait, reste la question : comment nourrir équitablement 9 milliards d'hommes ?

## Conditions techniques

Le remarquable accroissement de la production alimentaire dans la deuxième moitié du siècle dernier est dû pour une part à l'extension des surfaces cultivées et à la réduction des jachères et pour l'essentiel à l'élévation des rendements. Le rendement mondial moyen a doublé. Mais, ce progrès est le fait de quelques millions d'agriculteurs disposant de moyens mécaniques puissants, utilisant des semences à haut rendement, sélectionnées génétiquement, des engrais minéraux, des pesticides et, si nécessaire, l'irrigation. Pour les paysans pauvres des pays en développement, les rendements et les techniques culturales sont à peu près les mêmes qu'au début du siècle dernier. Les inégalités entre paysans sont donc considérables : à titre d'exemple, pour les céréales, le rendement annuel par travailleur varie aujourd'hui de 1 à 2 000 tonnes (8).

Pour nourrir les 3 milliards d'hommes supplémentaires d'ici 2050, il faudra encore augmenter les surfaces et le rendement moyen.

Tout miser sur l'accroissement des surfaces imposerait d'étendre les terres cultivées à l'ensemble des forêts tropicales, ce qui entraînerait un désastre écologique, car la rétention d'eau dans les écosystèmes forestiers ne serait plus assurée. Tous les pays chercheront donc à augmenter les rendements, d'autant que la plupart ne veulent pas devenir trop dépendants des importations pour assurer leur sécurité alimentaire. Mais les potentiels d'augmentation sont très inégaux. Brésil, Argentine, et, aussi, Russie et Pays d'Europe de l'Est sont favorisés par la relative abondance de l'eau. L'Asie, où les rendements sont déjà élevés, devra lutter contre la salinisation des sols due à l'usage excessif des eaux fossiles. En Afrique, où le potentiel d'extension des zones irriguées est faible, il faudra que des progrès soient faits pour augmenter le rendement des cultures pluviales et que les paysans soient incités à utiliser engrais et semences à haut rendement par l'augmentation des prix de vente de leur production (9).

La recherche aura donc, dans les années à venir, un rôle essentiel dans deux directions : l'utilisation durable des sols et de l'eau, et la sélection des semences.

Dans la première, l'objectif est de concevoir, pour différents climats et sols, « des écosystèmes cultivés complexes qui soient capables de fournir, sans engrais, autant de produits végétaux et animaux que les cultures et les élevages les plus performants pourraient le faire sur la même surface » (10). De tels systèmes peuvent se concevoir au niveau de la petite exploitation manuelle ou de la très grande exploi-

(8) M. Mazoyer, op. cité, p. 20-22.

(9) Voir M. Griffon, « La planète pourra-t-elle nourrir dix milliards d'hommes ? », in Mazoyer et Roudart, op. cité, p. 95-110.

(10) Mazoyer, op. cité, p. 16.



tation mécanisée et gérée industriellement.

Dans la deuxième direction, les OGM tellement décriés auraient leur place, si, contrairement à ceux de la première génération, ils visaient à « étendre à d'autres plantes des fonctionnalités biologiques écologiquement utiles et sans danger » (11) comme, par exemple, la possibilité de fixer l'azote de l'air.

Nourrir la planète suscite des ambitions politiques et économiques : les pays qui ont le potentiel de devenir de grands exportateurs sans avoir à subventionner leurs agriculteurs voient les avantages stratégiques qu'ils pourront en tirer et se positionnent déjà dans les négociations de l'OMC et par les investissements qu'ils entreprennent. Les semenciers, pour leur part, savent les profits qu'ils ont tirés et pourront tirer de semences à haut rendement. Le risque pour les paysans pauvres est que les pays privilégient l'agriculture industrielle et que les semences performantes soient trop chères à acheter ou utiliser. À ce propos, on se rappelle le scandale causé par Terminator, une technologie destinée à créer des semences stériles, donc inutilisables à la seconde génération, et brevetée par le gouvernement américain. Le tollé des organisations de la société civile (OSC) avait empêché Monsanto, le premier semencier mondial, de l'exploiter. Mais la firme vient de susciter un nouveau tollé pour son travail sur des graines qui ne peuvent se développer qu'avec une hormone de croissance qu'il faudrait acheter chaque année (12).

Nourrir tous les hommes en 2050 est, on le voit, autant un défi technique qu'un combat politique pour éviter que les plus pauvres soient oubliés.

## Conditions politiques

Les seules forces du marché renforceront les grandes exploitations au détriment des

petites, aggraveront la dépendance des pays les moins bien dotés, négligeront la recherche qui bénéficie à la petite agriculture familiale et laisseront à leur faim un milliard de ruraux. Deux principes sont de nature à apporter les correctifs nécessaires : la souveraineté alimentaire et le droit à l'alimentation.

La souveraineté alimentaire est le droit pour les populations et les États de décider de leurs propres politiques agricoles et alimentaires sans ingérence extérieure, d'ordre économique ou politique, et sans que celles-ci causent préjudice aux agricultures des autres pays. Cela veut dire, en particulier, le droit d'imposer des droits de douane, nationaux ou, mieux, régionaux, pour que les prix intérieurs permettent aux producteurs nationaux de vivre de leur travail et d'investir pour améliorer leur productivité. La PAC est une politique de souveraineté alimentaire, mais, en subventionnant les exportations, elle porte préjudice aux agricultures des pays importateurs.

Dans la chronique du numéro précédent « Droits de l'Homme, notre responsabilité », était soulignée la responsabilité qui incombait aux OSC d'utiliser le droit pour rappeler au gouvernement ses engagements et éventuellement recourir à la justice. La vigilance et l'action des OSC est particulièrement importante pour que le droit à l'alimentation soit effectif, car il est difficile de choisir une politique agricole et alimentaire, adaptée à chaque pays, qui respecte l'environnement et éradique la faim des campagnes et des villes, tant les conflits d'intérêt sont grands. Ceux-ci vont être aggravés par les profits que laisse espérer l'énergie verte. Si celle-ci devait accaparer de trop grandes surfaces, l'espoir de vaincre la faim reculerait.

**Yves Berthelot**

(11) M. Griffon, op. cité, p.108.

(12) Recherche de « semence stérile » sur Google, le 19 novembre 2006.